

Adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire dans la modernisation de l'administration publique en RDC.

[Adopting Fiscal and Budget Management Software: A Pathway to Modernizing Public Administration in the Democratic Republic of Congo].

¹Dr. MUNENE TSHEMBE DIMITRI.

¹Département de Réseaux Informatiques de l'École Supérieure des Métiers d'Informatique et de Commerce (ESMICOM), Spécialiste en IoT et Intelligence Artificielle. dimitrimunene9@gmail.com

Résumé

Cette étude examine l'impact potentiel de l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire dans la modernisation de l'administration publique en RDC. Elle met en évidence les défis structurels et institutionnels auxquels fait face la gestion des finances publiques en RDC, tels que la corruption, la faible mobilisation des recettes et le manque de transparence. À travers une analyse des cadres théoriques pertinents et des expériences réussies dans des pays africains similaires, l'étude démontre que ces logiciels peuvent transformer radicalement la gouvernance publique en automatisant les processus, en réduisant les erreurs humaines et en améliorant la traçabilité des flux financiers. Cependant, leur adoption réussie dépend fortement de la volonté politique, de la formation des agents publics et d'un investissement stratégique dans les infrastructures numériques. L'étude propose des recommandations stratégiques pour maximiser les bénéfices de ces outils technologiques. Elle appelle également à une mobilisation collective des acteurs publics, privés et internationaux pour soutenir cette transition numérique. Enfin, l'étude invite à mener des recherches empiriques pour évaluer l'impact réel des logiciels dans des contextes similaires et à tirer des leçons des modèles d'adoption en Afrique subsaharienne, afin de proposer une approche adaptée aux spécificités de la RDC.

Mots-clés : Adoption, Gestion fiscale et budgétaire, Administration publique, Transformation numérique, Transparence financière, Réformes administrative, Infrastructures numériques, RDC, etc.

Abstract

This study explores the potential impact of adopting fiscal and budget management software to modernize public administration in the DRC. It highlights structural and institutional challenges in the management of public finances in the DRC, such as corruption, low revenue mobilization, and lack of transparency. Through an analysis of relevant theoretical frameworks and successful experiences from similar African countries, the study demonstrates that these tools can significantly transform public governance by automating processes, reducing human errors, and improving the traceability of financial flows. However, their successful adoption relies heavily on political will, the training of public officials, and strategic investment in digital infrastructure. The study provides strategic recommendations to maximize the benefits of such software. It also calls for collective mobilization among public, private, and international stakeholders to support this digital transition. Finally, the study emphasizes the need for empirical research to assess the real impact of these tools in similar contexts and to draw lessons from adoption models in sub-Saharan Africa, aiming to create an approach tailored to the DRC's specific context.

Keywords: Adoption, Fiscal and budget management, Public administration, Digital transformation, Administrative reforms, Digital infrastructure, DRC, etc.

Date of Submission: 14-12-2024

Date of acceptance: 28-12-2024

I. Introduction

La gestion fiscale et budgétaire est au cœur du fonctionnement des administrations publiques, jouant un rôle crucial dans la mobilisation des ressources et leur allocation efficace pour le développement socio-

économique. Une gestion optimale des finances publiques est essentielle pour garantir une gouvernance transparente et responsable. Pourtant, dans de nombreux pays en développement, y compris la République Démocratique du Congo (RDC), cette fonction souffre souvent de dysfonctionnements liés à des pratiques obsolètes et peu transparentes (World Bank, 2018). Les administrations modernes s'appuient de plus en plus sur des systèmes numériques pour améliorer l'efficacité, réduire la fraude et garantir une meilleure traçabilité des flux financiers. Les logiciels de gestion fiscale et budgétaire, tels que les systèmes d'information intégrés de gestion des finances publiques, facilitent l'automatisation des processus complexes, réduisant ainsi les erreurs humaines et les opportunités de corruption (OECD, 2020). En RDC, cependant, l'adoption de ces outils demeure limitée, entravant la capacité de l'État à mobiliser ses ressources et à les utiliser efficacement.

Les technologies numériques transforment les pratiques administratives à travers le monde. Dans le domaine fiscal et budgétaire, elles permettent de renforcer la transparence, d'améliorer la performance des institutions publiques et de maximiser les recettes. À titre d'exemple, plusieurs pays africains, comme le Rwanda et le Kenya, ont mis en œuvre des solutions numériques pour automatiser la collecte des impôts et améliorer la gestion des budgets nationaux, aboutissant à une augmentation significative des recettes fiscales (UNECA, 2021). Les logiciels dédiés à la gestion fiscale et budgétaire jouent un rôle crucial dans la lutte contre la corruption, un problème récurrent dans de nombreuses administrations publiques. En automatisant les processus, ces outils éliminent les interactions humaines qui sont souvent sources de manipulation. De plus, la numérisation permet de suivre chaque transaction en temps réel, garantissant ainsi une traçabilité accrue (TI, 2022). Pour la RDC, où la corruption et le manque de transparence constituent des obstacles majeurs, ces technologies représentent une opportunité pour moderniser l'administration publique.

En RDC, la gestion des finances publiques est confrontée à des défis structurels et institutionnels considérables. Ces défis incluent une faible mobilisation des recettes fiscales, un contrôle limité des dépenses publiques et une corruption omniprésente. Selon un rapport de la Banque Mondiale (2020), seulement 13% du produit intérieur brut (PIB) est collecté sous forme de recettes fiscales en RDC, un chiffre nettement inférieur à la moyenne de 17% pour l'Afrique subsaharienne. Les systèmes actuels de gestion fiscale et budgétaire en RDC sont largement manuels et fragmentés, ce qui limite leur efficacité. Par ailleurs, le manque d'infrastructures numériques et de compétences techniques dans l'administration publique freine l'adoption des outils technologiques (IMF, 2021). Ces défis soulignent la nécessité d'une réforme profonde qui s'appuie sur les technologies numériques pour moderniser les pratiques administratives.

Face à ces enjeux, une question centrale se pose : **Comment l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire peut-elle contribuer à la modernisation de l'administration publique en RDC ?** Cette interrogation guide cette étude, qui explore les opportunités offertes par les technologies numériques et analyse les obstacles à leur mise en œuvre dans le contexte spécifique de la RDC.

L'objectif principal de cette étude est d'identifier les logiciels de gestion fiscale et budgétaire actuellement utilisés ou susceptibles d'être adoptés en RDC. Ces outils incluent des systèmes intégrés comme SIGFIP, le Système Intégré de Gestion des Recettes et d'autres plateformes numériques éprouvées dans des pays africains similaires. L'étude vise également à examiner les bénéfices, tels que l'amélioration de l'efficacité administrative et la transparence, mais aussi les défis liés à l'adoption des logiciels, notamment le coût élevé, les besoins en formation et la résistance au changement. En outre, elle explore l'impact potentiel de ces technologies sur la mobilisation des recettes et la gestion des dépenses publiques. Enfin, cette étude ambitionne de fournir une base solide pour informer les décideurs publics en RDC, en proposant des recommandations fondées sur une analyse critique des données disponibles. Cela inclut des suggestions pour lever les obstacles à l'adoption des logiciels et maximiser leurs bénéfices.

Cette étude adopte une approche de revue de la littérature, analysant de manière critique des études académiques, des rapports institutionnels et des documents techniques. Cette méthodologie permet de combiner des perspectives théoriques avec des données empiriques issues d'autres pays ayant adopté avec succès des logiciels de gestion fiscale et budgétaire. Les sources incluent des rapports d'organisations internationales telles

que la Banque Mondiale, le FMI et l'OCDE, ainsi que des études de cas sur des pays africains comparables à la RDC.

Dans le contexte actuel de la RDC, où les finances publiques sont marquées par une faible mobilisation des recettes et des inefficiences généralisées, cette étude revêt une importance particulière. Elle met en lumière les opportunités offertes par les technologies numériques pour moderniser l'administration publique. En RDC, où la corruption et le manque de transparence entravent la gouvernance, l'adoption de logiciels de gestion fiscale et budgétaire peut jouer un rôle catalyseur dans la transformation du secteur public. Cette étude est particulièrement pertinente dans un contexte où le gouvernement congolais cherche à renforcer ses capacités administratives et financières pour atteindre les objectifs de développement durable (PNUD, 2022). En proposant une analyse approfondie des avantages, défis et impacts des logiciels de gestion fiscale et budgétaire, elle contribue à orienter les réformes nécessaires pour une transition numérique réussie dans le secteur public.

I. Cadre conceptuel et théorique

I.1. Concepts clés

Les logiciels de gestion fiscale et budgétaire sont des outils technologiques conçus pour automatiser et optimiser les processus de collecte des recettes fiscales, de planification budgétaire, de suivi des dépenses publiques et de production de rapports financiers. Ces systèmes intègrent souvent des modules couvrant divers aspects des finances publiques, tels que la comptabilité, la fiscalité, la gestion de la dette et la budgétisation. Des exemples incluent le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques et le Système Intégré de Gestion des Taxes et des Recettes. Leur adoption permet non seulement de réduire les erreurs humaines, mais aussi d'améliorer la transparence et la redevabilité dans la gestion des finances publiques (World Bank, 2018). Ces outils jouent un rôle clé dans les administrations modernes, car ils permettent d'assurer une meilleure traçabilité des flux financiers et de fournir des données en temps réel pour la prise de décision. En RDC, où la gestion des finances publiques est encore majoritairement manuelle, ces logiciels représentent une solution pour pallier les inefficacités systémiques et renforcer la gouvernance financière. La modernisation de l'administration publique fait référence à l'adoption de nouvelles approches, technologies et pratiques visant à améliorer la qualité des services publics, l'efficacité des processus internes et la transparence des actions gouvernementales. Elle repose sur des principes tels que la rationalisation des procédures, l'intégration des technologies numériques et l'engagement citoyen (OECD, 2020). Cette modernisation comporte plusieurs dimensions :

- *Organisationnelle* : remaniement administratives pour les rendre plus flexibles et réactives.
- *Technologique* : intégration des technologies numériques pour automatiser les processus et améliorer la prestation des services.
- *Institutionnelle* : mise en place de cadres réglementaires et politiques pour soutenir les réformes.
- *Sociale* : renforcement de la participation des citoyens et de leur confiance dans les institutions publiques.

En RDC, la modernisation de l'administration publique, notamment à travers l'adoption de logiciels de gestion fiscale et budgétaire, est essentielle pour répondre aux attentes croissantes des citoyens en matière de transparence et de performance. Par ailleurs, la gouvernance numérique et l'e-gouvernement jouent un rôle central dans la transformation des administrations publiques. La gouvernance numérique désigne l'utilisation stratégique des TIC pour améliorer la prise de décision, renforcer la transparence et promouvoir l'innovation dans le secteur public. L'e-gouvernement, quant à lui, se concentre sur la prestation de services publics numériques, tels que la déclaration en ligne des impôts et la gestion électronique des budgets (United Nations, 2021). Ces concepts sont étroitement liés, car ils visent tous deux à moderniser les institutions publiques. Dans le cadre de la gestion fiscale et budgétaire, la gouvernance numérique facilite l'utilisation de plateformes intégrées pour collecter, analyser et partager des données financières en temps réel. En RDC, l'adoption de ces approches pourrait transformer radicalement les pratiques administratives, en rendant les processus plus efficaces et accessibles.

I.2. Théories et modèles pertinents

La théorie de l'adoption technologique (Technology Acceptance Model, TAM) propose que deux principaux facteurs influencent l'adoption d'une technologie :

1. *La perception de l'utilité (PU)* : l'idée que la technologie améliore la performance.
2. *La facilité d'utilisation perçue* : le degré de simplicité perçue dans l'utilisation de la technologie.

En RDC, ces deux facteurs sont critiques pour l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire. Les décideurs publics doivent être convaincus que ces outils amélioreront significativement l'efficacité et la transparence de la gestion des finances publiques tout en étant faciles à utiliser pour les agents, souvent peu familiarisés avec les technologies numériques (Davis, 1989).

La théorie de la contingence soutient que l'efficacité organisationnelle dépend de l'adéquation entre les caractéristiques internes d'une organisation (structure, ressources humaines, etc.) et les conditions externes (environnement socio-économique, technologique, etc.). Dans le contexte de la RDC, l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire doit tenir compte de facteurs tels que le niveau d'infrastructure numérique, les compétences des agents publics et le cadre institutionnel. Une implémentation réussie nécessite donc des ajustements pour répondre aux contraintes spécifiques du pays (Donaldson, 2001). Ce modèle met l'accent sur les effets des technologies sur l'efficacité, la transparence et la participation des parties prenantes dans les processus administratifs. Les TIC, notamment dans la gestion fiscale et budgétaire, permettent de réduire les coûts administratifs, d'augmenter la collecte des recettes et de renforcer la confiance des citoyens envers les institutions publiques (Heeks, 2010). Ce cadre analytique est particulièrement pertinent pour évaluer les impacts de la numérisation des finances publiques en RDC.

I.3. Importance de la numérisation dans les finances publiques.

La corruption est un problème majeur dans les administrations publiques, particulièrement en RDC. Les logiciels de gestion fiscale et budgétaire, en automatisant les processus, réduisent les interactions humaines, limitant ainsi les opportunités de corruption. De plus, ils offrent des mécanismes de traçabilité, permettant de suivre chaque transaction et d'identifier rapidement les irrégularités (Transparency International, 2022). Les technologies numériques augmentent l'efficacité en automatisant les tâches répétitives et en accélérant les processus. Par exemple, la budgétisation électronique permet une allocation rapide et précise des ressources, tandis que les plateformes de gestion des recettes fiscales facilitent la collecte des impôts grâce à des interfaces conviviales. En RDC, cela pourrait non seulement améliorer les performances administratives, mais aussi renforcer la confiance des citoyens dans le système fiscal.

II. État des lieux en RDC

I.1. Contexte administratif et financier

Le système fiscal et budgétaire en République Démocratique du Congo (RDC) est structuré autour de plusieurs institutions clés. Le Ministère des Finances joue un rôle central dans la gestion des recettes et des dépenses publiques, avec le soutien d'agences comme la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), et la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD). Ces institutions sont responsables de la collecte des impôts, des droits de douane, et des taxes administratives, ainsi que de la gestion des ressources budgétaires (World Bank, 2018). Cependant, le cadre institutionnel reste complexe, avec un manque de coordination entre les différents organismes. De plus, l'absence d'un système intégré limite la fluidité des processus administratifs et financiers. Les budgets nationaux sont souvent élaborés manuellement ou à l'aide d'outils rudimentaires, entraînant des retards dans l'exécution et une faible prévisibilité financière. Le système fiscal et budgétaire de la RDC est confronté à des défis majeurs. La corruption est omniprésente, affaiblissant la capacité de l'État à mobiliser les ressources nécessaires pour financer les services publics. Selon *Transparency International* (2022), la RDC figure parmi les pays les plus corrompus au monde, ce qui réduit considérablement la confiance des citoyens envers les institutions publiques. En outre, la

mobilisation des recettes fiscales demeure faible. Le taux de pression fiscale, qui est de seulement 13 % du PIB, reste inférieur à la moyenne africaine de 17% (IMF, 2021). Cela s'explique par une économie largement informelle, une mauvaise gestion des bases fiscales, et une évasion fiscale généralisée. Enfin, le manque de transparence dans la gestion des finances publiques aggrave la situation. L'absence de systèmes numériques intégrés rend difficile le suivi des flux financiers, permettant ainsi des manipulations et des détournements de fonds.

II.2. Logiciels en usage ou envisagés

Le SIGFIP est un système intégré largement utilisé dans plusieurs pays africains pour la gestion des finances publiques. Ce logiciel permet l'automatisation des processus liés à la préparation, l'exécution et le contrôle du budget. Il améliore la transparence et l'efficacité des opérations financières en offrant une traçabilité en temps réel des transactions budgétaires. En RDC, le SIGFIP a été partiellement introduit dans certaines institutions publiques, mais son utilisation reste limitée en raison de plusieurs facteurs, notamment le manque de formation des utilisateurs, l'absence de maintenance technique et les interruptions fréquentes dues à des problèmes d'infrastructure (World Bank, 2020). De plus, l'intégration de ce système avec d'autres plateformes, comme les systèmes de collecte des recettes fiscales, est encore insuffisante, limitant son impact global. D'autres pays africains ont adopté des solutions numériques pour moderniser leurs systèmes fiscaux et budgétaires. Par exemple :

- *Au Rwanda*, le logiciel *e-Tax* a permis de simplifier la déclaration et le paiement des impôts, augmentant ainsi les recettes fiscales de manière significative (UNECA, 2021).
- *Au Kenya*, le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (IFMIS) a été utilisé pour automatiser les processus budgétaires, réduisant les délais d'exécution et améliorant la transparence.
- *En Côte d'Ivoire*, l'introduction du SIGFIP a permis une meilleure gestion des budgets publics, avec une réduction des fuites financières et une amélioration de la redevabilité (OECD, 2020).

Ces exemples montrent qu'avec une mise en œuvre efficace, les logiciels de gestion fiscale et budgétaire peuvent transformer les systèmes publics en renforçant l'efficacité, la transparence et la mobilisation des recettes.

II.3. Obstacles spécifiques en RDC.

L'un des principaux obstacles à l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire en RDC est l'insuffisance des infrastructures technologiques. Le pays souffre d'un accès limité à une connectivité Internet fiable, d'une couverture électrique irrégulière, et d'un manque d'équipements informatiques modernes dans les institutions publiques (IMF, 2021). Ces lacunes rendent difficile la mise en œuvre et la maintenance des systèmes numériques, limitant leur efficacité et leur adoption. La faiblesse des compétences techniques et administratives constitue un autre défi majeur. De nombreux agents publics n'ont pas reçu de formation adéquate pour utiliser des logiciels complexes, ce qui entraîne une résistance au changement et des erreurs dans l'utilisation des outils numériques.

Par ailleurs, le manque de spécialistes en technologie de l'information dans l'administration publique ralentit la mise en œuvre et le suivi des systèmes numériques (World Bank, 2020). La modernisation de l'administration publique implique souvent un changement profond des structures et des pratiques organisationnelles. En RDC, cette transition se heurte à une forte résistance de la part de certains acteurs, qui perçoivent la numérisation comme une menace à leurs intérêts personnels, notamment dans un contexte de corruption généralisée (*Transparency International*, 2022). Cette résistance freine l'adoption des technologies et limite leur potentiel transformateur.

III. Avantages et impacts de l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire.

III.1. Amélioration de la performance administrative.

L'un des principaux avantages de l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire est l'automatisation des processus administratifs, souvent complexes et répétitifs. Ces outils permettent de standardiser et de simplifier les tâches, réduisant ainsi la dépendance aux interventions humaines. Par exemple, des logiciels comme le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) intègrent plusieurs modules, tels que la planification budgétaire, le suivi des dépenses et la production de rapports. Ces fonctions automatisées facilitent une gestion plus rapide et plus précise des finances publiques (World Bank, 2020). En RDC, où les processus fiscaux et budgétaires sont encore largement manuels, cette automatisation pourrait réduire les erreurs humaines, limiter les manipulations et améliorer l'efficacité globale de l'administration publique. Les délais souvent observés dans la collecte des recettes fiscales ou l'exécution des dépenses publiques peuvent être considérablement réduits, ce qui est essentiel pour répondre aux exigences de développement rapide dans des secteurs prioritaires.

Les logiciels numériques permettent une exécution budgétaire plus rapide et plus transparente. Dans de nombreux cas, les administrations publiques qui utilisent ces outils signalent une réduction significative des délais d'allocation des ressources aux ministères et aux institutions publiques. Par exemple, le logiciel IFMIS (Integrated Financial Management Information System) utilisé au Kenya permet de suivre et de valider les dépenses en temps réel, réduisant ainsi les retards dans l'exécution des projets publics (OECD, 2020). En RDC, où les retards budgétaires sont souvent cités comme un frein majeur à la mise en œuvre des projets publics, l'adoption de tels outils pourrait accélérer la réalisation des objectifs nationaux de développement. Cela renforcerait également la crédibilité des autorités publiques auprès des bailleurs de fonds internationaux.

III.2. Renforcement de la transparence et de la redevabilité

Les logiciels de gestion fiscale et budgétaire offrent une traçabilité accrue des flux financiers, ce qui réduit considérablement les opportunités de corruption. Grâce à l'enregistrement et au suivi électronique des transactions, chaque mouvement financier peut être retracé, ce qui rend les détournements plus difficiles. Selon *Transparency International* (2022), l'utilisation de systèmes numériques dans la gestion publique réduit les interactions humaines dans les transactions, diminuant ainsi les risques de pratiques illicites. Pour la RDC, où la corruption est un problème majeur, ces outils pourraient jouer un rôle crucial dans la restauration de la confiance des citoyens envers les institutions publiques. En automatisant les processus fiscaux, les logiciels limitent également les espaces de collusion entre agents publics et acteurs économiques. Un autre avantage clé des logiciels de gestion fiscale et budgétaire est leur capacité à rendre les informations financières accessibles au public. De nombreux systèmes modernes incluent des fonctionnalités de publication en ligne des budgets, des recettes et des dépenses. Cela permet aux citoyens, aux médias et aux organisations de la société civile de suivre l'utilisation des ressources publiques, renforçant ainsi la redevabilité des autorités publiques (United Nations, 2021). En RDC, où le manque de transparence dans la gestion budgétaire est un problème récurrent, l'accès public aux données financières pourrait encourager une participation citoyenne plus active et une surveillance accrue des finances publiques.

III.3. Optimisation des recettes et des dépenses publiques.

Les logiciels numériques permettent d'améliorer la prévision des recettes fiscales en fournissant des outils d'analyse avancés. Ces outils peuvent intégrer des données historiques, des tendances économiques et d'autres facteurs pour estimer avec précision les recettes attendues. Cela aide les administrations à planifier leurs budgets de manière réaliste et à réduire les écarts budgétaires (IMF, 2021). En RDC, où la prévision des recettes fiscales est souvent imprécise, ces logiciels pourraient aider à mieux aligner les budgets sur les réalités économiques, évitant ainsi des déficits inutiles ou des dépassements de dépenses. Les logiciels de gestion budgétaire permettent également un contrôle rigoureux des dépenses publiques en intégrant des mécanismes de validation et de suivi en temps réel. Cela garantit que les fonds publics sont utilisés conformément aux plans budgétaires approuvés. Au Kenya, par exemple, l'utilisation de l'IFMIS a permis de réduire les dépenses non autorisées et de garantir que les ressources publiques atteignent les secteurs prioritaires (World Bank, 2020). En RDC, ces outils pourraient

contribuer à renforcer la discipline budgétaire et à limiter les dépenses inutiles ou frauduleuses, libérant ainsi des ressources pour des investissements stratégiques.

III.4. Exemples d'impacts positifs

Les expériences d'autres pays africains illustrent les impacts positifs de l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire. Par exemple :

- *Rwanda*, Le système électronique *e-Tax* a transformé la collecte des impôts en facilitant les déclarations en ligne et les paiements électroniques. Cela a permis au Rwanda d'augmenter ses recettes fiscales de 6 % en moyenne par an entre 2015 et 2020 (UNECA, 2021). Ces progrès ont été accompagnés d'une réduction significative de la corruption dans le secteur fiscal.
- *Kenya*, L'adoption de l'IFMIS a permis de réduire les écarts entre les prévisions et l'exécution budgétaire, tout en augmentant la transparence des dépenses publiques. En 2019, le pays a signalé une réduction de 15 % des dépenses inutiles grâce à ce système (OECD, 2020).

Ces exemples démontrent qu'avec une mise en œuvre efficace, les logiciels de gestion fiscale et budgétaire peuvent transformer les pratiques administratives et renforcer la gouvernance publique.

IV. Défis et perspectives pour l'administration publique en RDC.

IV.1. Défis technologiques.

L'un des principaux obstacles à l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire en RDC est le manque d'infrastructures numériques adéquates. En effet, le pays dispose d'un accès limité à une connectivité Internet fiable et d'une couverture électrique instable, particulièrement en dehors des grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi. Ces lacunes technologiques freinent l'implémentation de systèmes numériques modernes et rendent difficile la maintenance des outils existants (World Bank, 2020). La RDC, malgré sa richesse en ressources naturelles, figure parmi les pays où l'indice de développement des TIC reste faible en Afrique. Cette situation reflète l'absence d'investissements substantiels dans les infrastructures numériques, entravant non seulement l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire, mais également la transformation numérique globale du secteur public (ITU, 2021). La sécurité des données et la cybersécurité constituent un autre défi majeur pour l'administration publique congolaise. Les systèmes de gestion fiscale et budgétaire collectent et traitent des données sensibles, y compris les informations financières des citoyens et des entreprises.

Cependant, l'absence de mécanismes de protection robustes expose ces données à des risques de piratage, de pertes accidentelles ou d'abus internes (OECD, 2020). Les cyberattaques et les failles de sécurité représentent une menace croissante pour les administrations publiques dans les pays en développement. En RDC, où les politiques de cybersécurité sont encore embryonnaires, l'adoption des logiciels numériques sans une protection adéquate pourrait engendrer des vulnérabilités importantes. Cela souligne la nécessité de développer des cadres de cybersécurité solides pour protéger les données et garantir la confiance des citoyens dans le système numérique (United Nations, 2021).

IV.2. Défis organisationnels

La modernisation de l'administration publique implique des transformations organisationnelles majeures, ce qui suscite souvent une résistance au changement parmi les agents publics. Cette résistance est particulièrement marquée dans des environnements où les pratiques manuelles sont profondément enracinées et où les innovations technologiques sont perçues comme une menace pour les emplois ou les avantages personnels (Heeks, 2010). En RDC, l'introduction des logiciels de gestion fiscale et budgétaire pourrait être freinée par des attitudes négatives ou des préoccupations quant à l'impact sur les structures hiérarchiques existantes. Pour surmonter cet obstacle, il est essentiel de sensibiliser les parties prenantes et de mettre en place des stratégies de gestion du changement adaptées.

L'un des défis organisationnels les plus pressants en RDC est le manque de compétences techniques parmi les agents publics. L'utilisation efficace des logiciels de gestion fiscale et budgétaire nécessite une formation approfondie en matière d'informatique, d'analyse des données et de gestion des systèmes numériques. Or, beaucoup d'agents manquent de ces compétences fondamentales, ce qui limite leur capacité à adopter et utiliser ces outils de manière optimale (World Bank, 2020). Le besoin de formation est particulièrement critique dans les zones rurales, où les opportunités de développement des compétences sont rares. Une solution pourrait être la mise en place de programmes de formation continue pour les agents publics à travers des partenariats avec des institutions académiques et des organisations internationales.

IV.3. Défis financiers et politiques

La mise en œuvre de systèmes numériques performants nécessite des investissements importants, tant pour l'acquisition des logiciels que pour l'achat des équipements nécessaires (ordinateurs, serveurs, etc.). En RDC, où les ressources budgétaires sont limitées et souvent mal gérées, le financement de telles initiatives représente un défi majeur (IMF, 2021). Les coûts élevés ne concernent pas uniquement l'acquisition, mais aussi la maintenance des systèmes, les mises à jour régulières des logiciels, et la formation des agents. Sans un plan de financement durable, de nombreux projets de numérisation risquent de ne pas atteindre leurs objectifs.

La réussite de la transformation numérique repose également sur une volonté politique forte. En RDC, les réformes administratives et fiscales sont souvent entravées par un manque d'engagement des décideurs politiques, parfois motivé par des intérêts personnels ou des résistances institutionnelles (TI, 2022). Une réforme numérique efficace nécessite non seulement des investissements financiers, mais aussi des politiques claires et cohérentes pour guider la transition. En l'absence de cette volonté politique, les initiatives numériques risquent de rester au stade de projets pilotes sans impact réel.

IV.4. Perspectives d'amélioration

Pour surmonter les défis financiers, la RDC pourrait envisager de renforcer les partenariats public-privé (PPP). Ces partenariats permettent de mobiliser des ressources privées pour financer l'acquisition et la maintenance des logiciels tout en partageant les risques associés à leur mise en œuvre. Des pays comme le Rwanda ont utilisé les PPP avec succès pour financer des projets numériques, y compris la modernisation fiscale (UNECA, 2021). Une autre solution pour réduire les coûts est l'utilisation de logiciels open source, qui peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins spécifiques de l'administration congolaise. Ces outils, souvent gratuits ou à faible coût, offrent des alternatives viables aux systèmes commerciaux coûteux. Par exemple, le logiciel OpenGov ERP a été utilisé avec succès dans certaines administrations africaines pour gérer les finances publiques (OECD, 2020). Enfin, il est impératif de créer un cadre légal et institutionnel pour soutenir la transformation numérique en RDC. Ce cadre doit inclure des lois sur la protection des données, la cybersécurité, et la gestion des systèmes numériques dans le secteur public. En outre, des institutions dédiées à la gouvernance numérique pourraient être établies pour coordonner les efforts et garantir leur cohérence (United Nations, 2021). Un cadre bien défini renforcerait la confiance des citoyens et des investisseurs, tout en offrant une base solide pour la mise en œuvre des réformes numériques.

V. Synthèse et recommandations

V.1. Synthèse des points clés.

L'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire offre un potentiel significatif pour transformer la gestion des finances publiques en RDC. Ces outils permettent d'automatiser les processus administratifs, de réduire les erreurs humaines et de renforcer la traçabilité des transactions financières. En automatisant des tâches clés comme la collecte des recettes, l'allocation des budgets, et le suivi des dépenses, ces logiciels favorisent une gestion plus efficace, transparente et redevable (World Bank, 2020). Les exemples d'autres pays africains, tels que le Rwanda et le Kenya, montrent que ces systèmes contribuent non seulement à augmenter les recettes fiscales, mais aussi à améliorer la confiance des citoyens dans leurs institutions publiques (UNECA, 2021). En RDC, où les pratiques administratives sont encore marquées par des inefficiences et une corruption généralisée, l'impact positif de ces logiciels pourrait être encore plus prononcé.

Toutefois, le succès de l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire dépend fortement de la volonté politique et des investissements dans la formation. Une volonté politique soutenue est nécessaire pour mobiliser les ressources, adopter les réformes nécessaires et superviser l'implémentation des technologies. Sans un engagement clair des décideurs, même les projets numériques les mieux conçus risquent de ne pas aboutir (TI, 2022). En outre, la formation des agents publics est essentielle pour garantir l'utilisation efficace des logiciels. Une adoption réussie nécessite que les utilisateurs comprennent non seulement les fonctionnalités des outils, mais aussi leur rôle dans la transformation globale de la gestion publique. En RDC, la mise en place de programmes de formation continue serait une étape décisive pour maximiser les avantages des systèmes numériques (IMF, 2021).

V.2. Recommandations stratégiques

La RDC devrait élaborer une stratégie nationale claire pour guider la transformation numérique de ses finances publiques. Cette stratégie devrait inclure une feuille de route détaillée définissant les objectifs, les priorités et les étapes pour l'adoption des logiciels de gestion fiscale et budgétaire. Elle devrait également identifier les besoins en infrastructure, en formation et en financement pour garantir une mise en œuvre cohérente (OECD, 2020). Une telle stratégie pourrait s'appuyer sur les leçons tirées de pays africains ayant réussi des réformes similaires. Par exemple, l'expérience du Kenya avec l'IFMIS pourrait fournir des orientations sur la manière d'intégrer des outils numériques dans les systèmes existants. Un programme de formation national devrait être mis en place pour garantir que les agents publics à tous les niveaux de l'administration possèdent les compétences nécessaires pour utiliser les logiciels de gestion fiscale et budgétaire. Ces formations pourraient inclure : l'utilisation technique des logiciels, la compréhension des principes de la gestion numérique des finances publiques et les bonnes pratiques pour garantir la transparence et la traçabilité des flux financiers.

Pour garantir le succès de la numérisation des finances publiques, il est impératif de renforcer l'infrastructure numérique en RDC. Cela inclut : l'expansion de l'accès à une connectivité Internet fiable, y compris dans les zones rurales, la modernisation des équipements informatiques dans les institutions publiques et la mise en place de centres de données sécurisés pour héberger les systèmes numériques. Un investissement stratégique dans ces domaines réduirait les interruptions et garantirait la continuité des services numériques (IMF, 2021). Les partenariats public-privé pourraient également être mobilisés pour financer ces améliorations.

V.3. Recommandations pour les recherches futures

Il est crucial de mener des recherches empiriques pour évaluer l'impact réel des logiciels de gestion fiscale et budgétaire dans des contextes similaires à celui de la RDC. Ces études pourraient se concentrer sur des questions telles que : l'effet des logiciels sur la mobilisation des recettes fiscales, les gains d'efficacité dans l'exécution des budgets et la réduction des opportunités de corruption grâce à la traçabilité numérique. Les résultats de ces études fourniraient des preuves concrètes pour appuyer les décisions des décideurs politiques et des bailleurs de fonds. Une analyse comparative des modèles d'adoption des logiciels fiscaux et budgétaires dans différents pays d'Afrique subsaharienne pourrait fournir des informations précieuses pour la RDC. Cette analyse pourrait identifier les facteurs de succès, tels que les stratégies d'implémentation et les cadres institutionnels, les défis communs, tels que la résistance au changement et le manque de compétences techniques et les meilleures pratiques pour intégrer les logiciels dans des environnements caractérisés par des contraintes technologiques et financières. De telles recherches contribueraient à adapter les approches internationales aux réalités spécifiques de la RDC, augmentant ainsi les chances de succès (UNECA, 2021).

Conclusion

Les logiciels de gestion fiscale et budgétaire jouent un rôle central dans la modernisation de l'administration publique en République Démocratique du Congo (RDC). Ces outils numériques offrent des solutions concrètes aux défis structurels et organisationnels qui entravent la gestion des finances publiques, notamment la faible mobilisation des recettes, la corruption et le manque de transparence. En automatisant les processus administratifs, ces logiciels permettent une gestion plus efficace, une meilleure allocation des ressources et une réduction significative des erreurs humaines (World Bank, 2020). En outre, ces outils favorisent une plus grande transparence en rendant les informations budgétaires accessibles en temps réel et en renforçant la traçabilité des flux financiers. Cela contribue à restaurer la confiance des citoyens dans les institutions publiques et à promouvoir une redevabilité accrue des gestionnaires publics. Dans un pays comme la RDC, où les inefficiences

administratives et les détournements de fonds sont des obstacles récurrents, les logiciels de gestion fiscale et budgétaire représentent un levier essentiel pour améliorer la gouvernance publique et accélérer le développement socio-économique (Transparency International, 2022).

L'adoption progressive et adaptée des logiciels de gestion fiscale et budgétaire offre un potentiel transformateur pour l'administration publique congolaise. Une mise en œuvre bien planifiée, tenant compte des réalités institutionnelles, économiques et technologiques du pays, peut générer des impacts significatifs sur le long terme. Par exemple, les expériences réussies de pays africains tels que le Rwanda et le Kenya démontrent que ces technologies peuvent renforcer la mobilisation des recettes fiscales, améliorer l'exécution des budgets et réduire les pratiques de corruption (UNECA, 2021). Cependant, pour que cette transformation soit effective, il est crucial de surmonter les défis existants, tels que le manque d'infrastructures numériques, les faiblesses organisationnelles et les contraintes financières. Une approche progressive, impliquant des projets pilotes dans des secteurs clés avant une généralisation à l'ensemble de l'administration, pourrait permettre de tester et d'adapter les solutions numériques aux besoins spécifiques de la RDC. En outre, une adoption progressive offre l'opportunité de former les agents publics de manière continue, garantissant ainsi une utilisation efficace des outils déployés (IMF, 2021).

Pour maximiser les avantages des logiciels de gestion fiscale et budgétaire, il est nécessaire de mobiliser tous les acteurs impliqués dans la gouvernance publique. Cette mobilisation inclut : *Le gouvernement*, (qui doit démontrer une volonté politique claire en adoptant des cadres législatifs et réglementaires pour soutenir la numérisation). *Les bailleurs de fonds internationaux*, (qui peuvent fournir un appui financier et technique pour la mise en œuvre des systèmes numériques). *Le secteur privé*, (notamment les entreprises technologiques, qui peuvent jouer un rôle clé dans le développement et la maintenance des logiciels). Et *la société civile et les citoyens*, (qui doivent être impliqués dans la surveillance de l'utilisation des ressources publiques et dans l'évaluation des impacts des réformes). La collaboration entre ces acteurs est essentielle pour garantir la réussite des initiatives numériques et pour renforcer la transparence et la redevabilité au sein des institutions publiques (OECD, 2020). Une gouvernance publique efficace et transparente ne peut être atteinte qu'en instaurant un environnement de confiance et de coopération, où chaque partie prenante joue un rôle actif dans la transformation de l'administration.

En conclusion, les logiciels de gestion fiscale et budgétaire constituent une opportunité unique pour moderniser l'administration publique en RDC. Bien que leur adoption pose des défis importants, leur potentiel pour améliorer l'efficacité, la transparence et la performance financière des institutions publiques ne peut être ignoré.

Références bibliographiques

- [1]. **Banque Mondiale.** (2018). Améliorer la performance du secteur public : Une boîte à outils pour les gouvernements. Washington, D.C.
- [2]. **Banque Mondiale.** (2020). Transformation numérique en Afrique subsaharienne : Promesses et défis. Washington, D.C.
- [3]. **Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU).** (2021). Exploiter les TIC pour le développement en Afrique. Addis-Abeba.
- [4]. **Davis, F. D.** (1989). Utilité perçue, facilité d'utilisation perçue et acceptation des technologies de l'information par les utilisateurs. *MIS Quarterly*, 13(3), 319–340.
- [5]. **Donaldson, L.** (2001). La théorie de la contingence des organisations. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- [6]. **Fonds Monétaire International (FMI).** (2021). Réformes de la gestion des finances publiques en Afrique subsaharienne. Washington, D.C.
- [7]. **Grevisse, Y.R., & Jean-Pierre, M.N.** (2024). Contribution of ICT to Urban Dynamics in the DRC: Perspectives on Spatial and Demographic Expansion. *Scientia. Technology, Science and Society*, 1(3), 86-103. DOI: 10.59324/stss.2024.1(3).05
- [8]. **Heeks, R.** (2010). Le manifeste TIC pour le développement 2.0 : Quel avenir pour les TIC et le développement international ? Série de documents de travail sur l'informatique pour le développement, Université de Manchester.
- [9]. **Nations Unies.** (2021). Enquête sur le gouvernement numérique 2020 : Gouvernance numérique dans la décennie d'action pour le développement durable. New York : Publications de l'ONU.
- [10]. **Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).** (2020). Gouvernement numérique dans la décennie de l'action. Paris : Éditions OCDE.
- [11]. **Transparency International.** (2022). Indice de perception de la corruption 2022. Consulté sur www.transparency.org.
- [12]. **Union Internationale des Télécommunications (UIT).** (2021). Mesurer le développement numérique : Faits et chiffres 2021. Genève.